

Unité départementale de la Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud - CS 16326  
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 22/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### Visite d'inspection du 19/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **DRUCK CHEMIE SAS**

Route de Prouau  
44980 Sainte-Luce-sur-Loire

**Références :** N5-2024-0353  
**Code AIOT :** 0006305328

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2024 dans l'établissement DRUCK CHEMIE SAS implanté Route de Prouau 44980 Sainte-Luce-sur-Loire. L'inspection a été annoncée le 06/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Lors de la visite, l'exploitant a présenté un projet de développement de ses activités.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DRUCK CHEMIE SAS
- Route de Prouau 44980 Sainte-Luce-sur-Loire
- Code AIOT : 0006305328
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DRUCK CHEMIE stocke, sur son site de Ste-Luce-sur-Loire, des liquides inflammables en récipients mobiles.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Présentation de l'activité du site et des projets envisagés
- Modalités de stockage des liquides inflammables
- Suivi des équipements de sécurité

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Contrôle périodique	Code de l'environnement, article L512-11	Demande d'action corrective	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Suivi des équipements de sécurité	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, Point 3-7 de l'annexe I	Demande d'action corrective	30 jours
5	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, Point 4-3-6 de l'annexe I	Demande d'action corrective	30 jours
6	Isolement des réseaux de collecte	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, Point 6-4 de l'annexe I	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement, article L512-8	Sans objet
3	Inventaire des produits stockés	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, Point 3-5 de l'annexe I	Sans objet
7	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, Point 6-6 de l'annexe I	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

Il fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en œuvre.

### 2-4) Fiches de constats

#### N°1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article L512-8
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement au titre des ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b> Sont soumises à déclaration les installations qui, ne présentant pas de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L511-1, doivent néanmoins respecter les prescriptions générales édictées par le préfet en vue d'assurer dans le département la protection des intérêts visés à l'article L511-1.
<b>Constats :</b> Un récépissé de déclaration a été délivré à l'entreprise DRUCK CHEMIE le 03-02-2003 pour un stockage de liquides inflammables en récipients classé sous la rubrique 1432-2-b de la nomenclature des ICPE. Par courrier du 16-12-2021, la préfecture a pris acte de la demande de bénéfice d'antériorité pour la rubrique 4331-3 suite à la modification de la nomenclature des ICPE par décret n°2014-285 du 03-

03-2014.

La quantité totale de liquides inflammables de catégorie 2 ou 3 susceptible d'être présente sur le site est de 95 tonnes.

Lors de la visite, il a été noté que l'exploitant est susceptible de stocker des produits ayant des points éclair compris entre 60 et 93°C (susceptibles d'être classables sous la rubrique 1436) ou des produits comportant, en plus des mentions de danger inflammables (H225 ; H226), des mentions de dangers écotoxiques (H410 ; H411) (susceptibles d'être classables sous les rubriques 4510 et 4511).

Le guide technique intitulé "Application de la classification à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (Version Janvier 2020)" rédigé par l'INERIS et disponible sur le site Internet Aida (<http://aida.ineris.fr/>) précise les modalités de classement dans ce cas.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant s'assurera que les activités réalisées sur le site ne sont pas classables sous d'autres rubriques de la nomenclature des ICPE.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N°2 : Contrôle périodique

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement, article L512-11

**Thème(s) :** Situation administrative, Contrôle périodique

**Prescription contrôlée :**

Certaines catégories d'installations relevant de la présente section, définies par décret en Conseil d'Etat en fonction des risques qu'elles présentent, peuvent être soumises à des contrôles périodiques permettant à l'exploitant de s'assurer que ses installations fonctionnent dans les conditions requises par la réglementation. Ces contrôles sont effectués aux frais de l'exploitant par des organismes agréés.

**Constats :**

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de contrôle périodique réalisé par un organisme agréé en avril 2022.

Aucune non-conformité majeure n'a été mise en évidence lors de ce contrôle.

Cinq autres non-conformités sont, cependant, émises.

L'exploitant a précisé que deux des cinq non-conformités ont été levées.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, les actions permettant de lever les non-conformités figurant dans le rapport de contrôle périodique. Il précisera les dispositions mises en place ou envisagées pour chaque non-conformité.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 30 jours

## N°3 : Inventaire des produits stockés

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2008, Point 3-5 de l'annexe I

**Thème(s) :** Risques accidentels, État des stocks

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, auquel est annexé un plan général des

stockages.
Cet état, ainsi que les documents prévus au point 3.3 de la présente annexe sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à disposition des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant a présenté l'état des stocks mis à jour hebdomadairement. Il précise, en particulier, la quantité de produits inflammables stockés dans l'installation. La quantité de liquides inflammables stockée le jour de l'inspection était inférieure au seuil de la déclaration. Cet état des stocks est disponible informatiquement et peut être transmis, si nécessaire, aux services d'incendie et de secours et à l'inspection des installations classées. Un plan général des stockages a également été présenté. Il a été constaté, lors de la visite de terrain, que des produits inflammables étaient stockés en dehors de la zone définie sur le plan.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <b>L'exploitant s'assurera que l'ensemble des produits inflammables est stocké, en permanence, dans la zone définie.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N°4 : Suivi des équipements de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2008, Point 3-7 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de prévention et de protection
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant a présenté : - le rapport de contrôle des extincteurs réalisé en juillet 2023 qui ne comporte pas d'observation ; - le rapport de contrôle des installations électriques réalisé en janvier 2024 qui comporte 4 observations ainsi que l'attestation Q18 associée qui précise que "l'installation ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion". Par ailleurs, il a été rappelé qu'une détection automatique d'incendie devra être mise en place dans le bâtiment de stockage au 01-01-2027 (Point 4-3-3 de l'annexe II de l'AM du 22-12-2008), qu'une réserve d'émulseur d'au moins 1 m <sup>3</sup> compatible avec la nature des liquides inflammables stockés devra être disponible sur le site au 01-01-2025 (Point 4-3-1 des annexes I et II de l'AM du 22-12-2008) et qu'une surveillance par gardiennage ou télésurveillance devra être mise en place au 01-01-2026 (Point 3-1 des annexes I et II de l'AM du 22-12-2008). Enfin, l'exploitant a précisé que des poteaux d'incendie sont présents à proximité du site ; cependant, il ne dispose pas d'information sur les débits d'eau disponibles au niveau de ces poteaux.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <b>L'exploitant doit mettre en œuvre les actions nécessaires pour prendre en compte les observations figurant dans le rapport de contrôle des installations électriques.</b> <b>Il se rapprochera du gestionnaire du réseau d'eau pour s'assurer que les débits d'eau disponibles au niveau des poteaux d'incendie sont suffisants au vu de l'activité réalisée.</b>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

#### N°5 : Plan de défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2008, Point 4-3-6 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables de ses installations (feu de réservoirs, feu de rétention, feu d'une cellule). Contenu du plan de défense incendie
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant a précisé avoir rédigé et affiché quelques consignes de sécurité. Cependant, il a été constaté que ces consignes étaient peu détaillées. Par ailleurs, le plan de défense incendie n'a pas été établi. Cette disposition est applicable depuis le 01-01-2024.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <b>L'exploitant doit établir le plan de défense incendie du site dans les meilleurs délais.</b> <b>Le plan de défense incendie doit contenir l'ensemble des informations listées au point 4-3-6 de l'annexe I de l'AM du 22-12-2008.</b> <b>Ce plan est transmis aux services d'incendie et de secours et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

#### N°6 : Isolement des réseaux de collecte

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2008, Point 6-4 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de protection
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant a présenté les dispositions mises en place pour confiner l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incendie. Ce confinement est réalisé dans le bâtiment ainsi qu'au niveau du quai. Il apparaît, cependant, les points suivants : - aucun dispositif d'obturation n'a été mis en place au niveau du réseau de collecte des eaux pluviales ; - la surélévation nécessaire pour confiner les eaux ne paraît pas suffisante sur toute la périphérie du bâtiment (en particulier, au niveau de la porte séparant le stockage des bureaux) ; - l'ensemble des eaux récupérées au niveau de la dalle couverte ne semble pas se diriger vers le quai.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit, dans les meilleurs délais, mettre en place un dispositif d'obturation au niveau du réseau de collecte des eaux pluviales, s'assurer que la surélévation nécessaire pour confiner les eaux est suffisante sur toute la périphérie du bâtiment et justifier que l'ensemble des eaux récupérées au niveau de la dalle couverte se dirigera vers le quai.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 30 jours

#### **N°7 : Gestion des eaux pluviales**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2008, Point 6-6 de l'annexe I

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets aqueux

**Prescription contrôlée :**

Le décanteur séparateur d'hydrocarbures est nettoyé par une société habilitée aussi souvent que nécessaire et dans tous les cas au moins une fois par an.

**Constats :**

Lors de la visite, l'exploitant a présenté les documents justifiant du nettoyage du séparateur d'hydrocarbures en juin 2023.

**Type de suites proposées :** Sans suite